

Autorisant l'ouverture d'un établissement recevant du public
Médiathèque de Saint-Joseph

Le Maire de la Commune de Saint-Joseph,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L 111-8-3, R 111-19-11 et R 123-46,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité,

Vu l'arrêté modifié du ministre de l'Intérieur du 25 juin 1980, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu l'arrêté du 31 mai 1994 fixant les dispositions techniques destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées les établissements recevant du public et les installations ouvertes au public lors de leur construction, leur création ou leur modification, pris en application de l'article R.111-19-1 du Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu l'arrêté préfectoral n° 376 du 20 mars 2012 portant création de la Commission pour la Sécurité et l'Accessibilité de l'arrondissement de Saint Pierre,

Vu l'avis favorable de la Commission de Sécurité et d'Accessibilité de l'Arrondissement Sud du 06 décembre 2017, délivré pour l'Établissement « Médiathèque de Saint-Joseph », relatif au classement de l'établissement en Type S – 3^{ème} Catégorie,

CONSIDERANT qu'il y a lieu, **au vu de l'avis favorable** émis par la Commission de Sécurité et d'Accessibilité de l'arrondissement de Saint Pierre **d'autoriser l'ouverture de l'établissement « Médiathèque de Saint-Joseph »**, en assortissant toutefois cette autorisation des recommandations et avis émis dans le procès-verbal du 06 décembre 2017,

ARRETE

Article 1^{er} - L'établissement «Médiathèque de Saint-Joseph», situé 33 rue Maury – 97480 SAINT JOSEPH, relevant de la réglementation des établissements recevant du public au titre du type S - 3^{ème} catégorie, est autorisé à ouvrir au public.

Article 2 - L'exploitant est tenu au strict respect des recommandations et avis formulés par la Commission de Sécurité et d'Accessibilité de l'arrondissement de Saint Pierre.

Article 3 - L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du Code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précitées.

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

Envoyé en préfecture le 14/03/2019
Reçu en préfecture le 14/03/2019
Affiché le 2019_03_06
ID : 974-219740123-20190314-AR2019_129-AR

Article 4.-

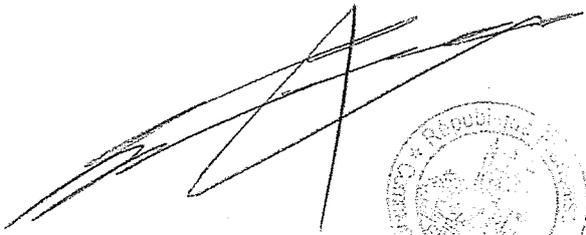
Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant, et affiché de manière visible dans l'établissement.

Une ampliation sera transmise à :

- M. le Sous-Préfet de Saint-Pierre,
- M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Saint-Joseph,
- M. le Chef de Poste des Sapeurs-Pompiers de Saint-Joseph.

Fait à Saint-Joseph, le 14 MAR 2019
Le Maire

L'élu(e) délégué(e)


Guy LEBON 

Reçu à titre de notification le:  Affiché le 21/03/2019
Date-Cachet-Signature